

Problème anglophone et conflits mémoriels au Cameroun

Emmanuel Tchumtchoua*

pp. III-127

Introduction

Parlant de la mémoire collective, Maurice Halbwachs dit qu'elle «est la reconstitution du passé... Elle adopte l'image des faits anciens aux croyances et aux besoins spirituels du présent» (Halbwachs, 1941: 7). Au-delà du conflit armé, le problème politique, économique et culturel des deux régions anglophones se cristallise autour des enjeux mémoriels qui fondent les discours et les revendications des protagonistes et par lesquels, ces différents acteurs réactualisent et réinterprètent le présent à l'aune d'un passé «essentiellement mythique, déformé, anachronique» (Le Goff, 1988: 194). Ce travail de réinterprétation du passé constitue selon nous l'un des soubassements de la mémoire collective au Cameroun aujourd'hui pour ce qui est du problème anglophone.


L'objectif de ce papier consiste à démontrer comment le passé colonial anglais, français, allemand et surtout le moment capital de la réunification des deux Cameroun sont «incorporés au présent sans distance» (Dosse, 2000: 182) pour emprunter une expression de François Dosse afin de servir de discours de légitimation à l'une ou l'autre des parties en conflit.

Ce faisant, ce travail interroge d'abord l'écriture de cette histoire aussi bien dans le site de production que chez les personnes habilitées à le faire. Nous voulons avant tout ici analyser de manière critique la façon dont les questions de l'indépendance, de la réunification, de l'État fédéral sont traitées par les historiens et les différentes personnes qui se sont penchées sur ces sujets. Quelles lectures les différents auteurs et acteurs de la scène politique camerounaise font-ils de cette histoire et quels sont les problèmes soulevés par tous ces écrits?

Aujourd'hui, le retour en force des identités particulières (Southern Cameroons, anglophonie, SCNC...), que semblait avoir tranché le vote référendaire du 11 février 1961 impose de reconsidérer les significations de ce combat, de réétudier les assises et les logiques des acteurs et de ré-analyser avec un œil critique sur ce passé qui refuse de passer et sur le processus par lequel nous sommes arrivés à cette sorte de saturation mémorielle.

1. Quand l'État organise l'amnésie

Le 3 mars 2020, Me Agbor Balla, enseignant vacataire à l'université de Buéa, donne aux étudiants dont il a la charge d'enseignement un sujet d'examen ainsi libellé: «La crise anglophone depuis 2016 a été déclenchée par la grève des avocats et des

 [10.21747/doi.org/0874-2375/afr33a8](https://doi.org/10.21747/doi.org/0874-2375/afr33a8)

* Université de Douala.

enseignants. Évaluez la validité de cette déclaration».¹ Informé, le ministre camerounais de l'Enseignement supérieur dans une correspondance adressée au «Vice-Chancellor» (Recteur) de l'université de Buéa accuse Me Agbor Balla de «transgresser le caractère clos et apolitique de l'université», violant ainsi le code éthique et déontologique de l'université de Buéa. il demande par conséquent au Vice-Chancellor «prendre des mesures... pour mettre fin à cette situation». À la suite de la requête du ministre, les autorités de cette université, après avoir traduit l'enseignant devant le conseil de discipline, décidèrent de mettre fin au contrat de ce dernier. Ce qui est troublant dans cette démarche c'est que des sujets identiques ont été donnés aux étudiants à l'université de Yaoundé II à Soa sans que personne ne se plaigne. Il y a donc des sujets qui peuvent être discutés à Yaoundé, mais pas à Buea?

Cet épisode est révélateur du climat politique qui sévit au Cameroun depuis les indépendances. En effet et comme l'écrit Pierre Messmer, l'un des principaux ordonnateurs de cette indépendance et qui fut plus tard Premier ministre de son pays,

«La France accordera l'indépendance à ceux qui la réclamaient le moins, après avoir éliminé politiquement et militairement ceux qui la réclamaient avec le plus d'intransigeance; dans les régions Bassa et Bamiléké; l'ordre n'est pas encore complètement rétabli le 1^{er} janvier 1960, lorsque le Cameroun sous administration française devient indépendant.» (Messmer, 1998: 115).

Les nouvelles autorités mises en place par la France et qui étaient d'ailleurs quelques années auparavant, des adversaires résolus de l'indépendance et de la réunification, décidèrent faute d'une légitimité historique de fonder la nouvelle république sur l'oubli et l'amnésie. Par une série de lois notamment celles portant sur la répression de la subversion et sur l'État d'exception sans oublier les actes d'autorité, le régime Ahidjo confisqua la production de la pensée et de la parole, transformant le nouvel État qui venait de naître et qui depuis octobre 1961 s'appelait République fédérale du Cameroun en une sorte de dictature fondée sur la répression et la peur. L'un des historiographes de monsieur Ahidjo décrit avec des mots justes le système politique en vigueur au Cameroun dans l'après-indépendance.

«L'édification des structures politiques fut, sans cesse accompagnée de la répression de subversions réelles ou supposées. Face à la réfutation par le fer et le feu de la légitimité du pouvoir, s'érigèrent une armée tournée vers l'ennemi intérieur et un appareil policier dont la croissance devenue sans objet, s'auto-entretint fabriquant des ennemis du régime. La peur régna. La peur de l'un engendra celle de l'autre. La crainte des factions et des conspirations multiplia les suspects. Chacun s'intéressant tant soit peu à la politique devint un suspect potentiel, et risqua, de ce fait, l'arrestation, la torture et la détention indéfinie sans jugement» (Gaillard, 1994: 62).

Par la terreur et la peur, le pouvoir politique confisqua à son seul profit la production de l'histoire et de la mémoire collective. Un nouveau narratif du passé fondé sur le panégyrie du «père de la nation» fut mis sur pied et bien encadré. Tout ce qui ne participait pas de cet objectif fut réduit au silence. Une franche importante de l'histoire nationale notamment celle portant sur la lutte pour l'indépendance et la réunification du pays fut interdite de l'espace public et refoulée par les uns et les autres au plus profond de la mémoire collective devenant ainsi une sorte de «mémoire en errance».²

À titre purement illustratif, en 1961 soit un an après les indépendances, le ministère de l'Éducation nationale dirigé par Jean Ekwabi Ewane fit publier un ouvrage scolaire intitulé: «Histoire du Cameroun de la préhistoire au 1^{er} janvier 1960». Ce livre fut saisi et

¹ C'est nous qui traduisons.

² Sur cette notion lire Bayard, Mbembe, Toubalor (1992: 219).

retiré de la circulation juste une semaine après sa sortie. Pour le régime, ce livre pour avoir consacré une page entière à l'UPC et à son chef contre une demi-page à Ahidjo avait commis le crime de lèse-majesté et devait subir l'autodafé (Eyinga, 1984: 7).

Comment dans ce contexte, parler d'histoire politique surtout de celle de la décolonisation de notre pays sans d'abord prendre le risque de ramer à contre-courant en s'attaquant à la quiétude des gens que les années de dictature avaient rendus soit amnésiques, soit apathiques. En tout cas, oser parler de l'histoire dans ce contexte, c'était s'attaquer aux logiques qui avaient permis au pouvoir de s'incruster dans la durée. C'était nécessairement faire de la subversion et «réveiller les vieux démons» que d'essayer de réécrire l'histoire, notamment l'histoire politique.

Il faut dire à la décharge du régime actuel que, à la suite du conflit entre Paul Biya et son mentor Ahmadou Ahidjo, le premier avait, dans le but de délégitimer son prédécesseur, porté le contentieux sur le plan mémoriel en réactualisant le souvenir de l'indépendance: «L'histoire du Cameroun ne commence pas avec l'indépendance... elle a été conquise de haute lutte... [elle ne] fut point ni «donnée» ni «octroyée». Aussi était-il désolant de constater que les noms de ces «dignes enfants issus de ce terroir... sont, hélas, restés tabous pendant le quart de siècle qui vient de s'écouler.» (Biya, 1986: 251-252) L'on aurait applaudi à deux mains si celui qui écrivait ces lignes n'avait pas servi ce système aux plus hautes fonctions pendant plus de vingt-cinq ans. D'ailleurs, ce constat ne le poussa pas à supprimer les lois d'exceptions qui réprimaient tout discours dissident qu'on qualifiait alors de lois sur «la subversion»³ ou la censure sur les publications intellectuelles.

Ce n'est qu'à partir des années 1990, et ce devant les différents changements qui se produisaient sur la scène internationale avec la chute du mur de Berlin et le désir de liberté des peuples que le gouvernement se rendit compte que sa position n'était plus tenable et qu'il ne pouvait pas maintenir pendant longtemps cette sorte de silence qui ne disait pas son nom sur le passé immédiat du pays; il résolut alors de l'instrumentaliser. Ainsi, le 16 décembre 1991, le Parlement camerounais, encore entièrement contrôlé par le parti unique, vota une loi portant réhabilitation de certaines figures de l'histoire du Cameroun. Cette loi offrait «désormais la possibilité: d'user de leur patronyme pour baptiser rues et édifices publics et de transférer au Cameroun les restes mortuaires de ceux d'entre eux qui ont été inhumés hors du territoire national»⁴.

Le paradoxe de ce texte, c'est qu'aucune prescription écrite antérieure n'empêchait de procéder à ce qu'autorise cette loi de 1991. Par ce texte, l'État reconnaissait donc de manière implicite qu'une loi non écrite avait pendant longtemps posé un verrou sur le passé et banni certains Camerounais de l'espace public. Il faut dire que, 30 ans après la promulgation de cette loi, le bilan est très pauvre: il n'y a eu aucun rapatriement des restes mortuaires, aucun monument n'a été construit à l'honneur des «réhabilités» et la journée de deuil national prévue n'a jamais été fixée. De plus, la liste qui devait s'élargir avec le temps est restée la même jusques aujourd'hui. L'on peut ajouter à cette analyse le fait

³ La législation anti-subversive était constituée par l'ordonnance n° 62/OF/18 du 12 décembre 1962 et la loi n° 63/30 du 25 octobre 1963 complétant l'ordonnance n° 61/OF/14 du 4 octobre 1961 fixant l'organisation judiciaire militaire de l'État et modifiant l'ordonnance n° 62/OF/18 portant répression de la subversion. Selon les dispositions de l'ordonnance du 12 décembre 1962, la subversion est le fait:

- d'avoir par quelque moyen que ce soit, incité à résister à l'application des lois, décrets, règlements ou ordres de l'autorité publique (article 1^{er});
- d'avoir porté atteinte au respect dû aux autorités publiques ou incité à la haine contre le gouvernement de la République, ou de participer à une entreprise de subversion dirigée contre les autorités et les lois de ladite République, ou d'encourager cette subversion (article 2);
- et, surtout, d'avoir émis ou propagé des bruits, nouvelles ou rumeurs mensonges, soit assorti de commentaires tendancieux des nouvelles exactes, lorsque ces bruits, nouvelles et commentaires sont susceptibles de nuire aux autorités publiques (article 3). Sur ces différentes lois d'exception, lire Thomas Ojong, 2005).

⁴ Exposé de motif de la loi du 16 décembre 1991 portant réhabilitation de certaines figures de l'histoire du Cameroun.

que le Cameroun a reporté trois années de suite, la célébration du cinquantenaire de la réunification et qu'un livre commandé par le cabinet civil de la présidence (qui d'ailleurs présidait le Comité national d'organisation des cinquantenaires de l'indépendance et de la réunification) (Oswald Baboké, année de publication n. i.), a réussi la prouesse inédite d'effacer des pans entiers de notre histoire et d'en déformer d'autres. La conclusion que l'on peut librement tirer, c'est que le Cameroun a un problème avec son passé. Achille Mbembe a-t-il peut-être raison d'affirmer que «de tous les pays du monde moderne, le Cameroun est, en effet, connu pour ses traditions d'ostracisme et de violence à l'encontre des morts qui, de leur vivant, ont, à un moment ou à un autre, joué un rôle dans son histoire» (*Politique africaine*, 1990: 117).

La production scientifique comme reflet d'une société de la peur et de l'amnésie organisée

Dans ce contexte marqué par la volonté de l'État d'enrôler l'histoire dans son patrimoine, la science devient une sorte de gaine idéologique destinée à endoctriner, à manipuler et à assoir un pouvoir tyrannique. Ainsi, jusqu'à une époque très récente, l'histoire de l'indépendance et de la réunification était truffée d'interprétations partielles et partiales, faites par des hommes de sciences qui pour conserver leur position au sein du pouvoir ou de la haute hiérarchie de l'administration universitaire était obligée souvent de se contenter d'une sorte de service minimum ou d'oblitérer les faits. On se ment à soi-même pour survivre.

Lorsqu'on lit pour prendre cet exemple, la leçon inaugurale du colloque organisé en février 2013 par l'université de Douala pour commémorer les cinquante années de la réunification et dont le titre portait précisément sur: «La question de la réunification du Cameroun aux Nations-Unies (1946-1961)», (Mbozo'o, 2013: 21-39) l'on est surpris par la prouesse du Doyen de cette faculté par ailleurs chef de département d'histoire de cette institution qui en plus de 30 minutes de discours réussit l'exploit de ne pas prononcer même une seule fois le nom de Ruben Um Nyobe ou de l'UPC. Le fait que ce leader politique fut le premier Camerounais à demander et à obtenir à trois reprises, une audition devant l'Assemblée générale de l'ONU pour poser le problème de l'indépendance, de la réunification des deux Cameroun avec pour conséquence la fin de la tutelle ne méritait qu'on le mentionne. Il suffit de souligner le fait que celui qui faisait cette leçon inaugurale était membre influent du parti au pouvoir, pour que l'on comprenne aisément les rapports incestueux qui se sont noués sur la terre du Cameroun entre la science et la politique, et ce, au détriment du premier.

Nous nous proposons dans cette partie à travers une mise en perspective de la question de l'indépendance et de la réunification qui est pour moi l'un des points d'achoppement du problème anglophone, de montrer jusqu'où s'étendent les ravages de cette mise sous tutelle du passé et de la mémoire de ce passé sur la production et le débat scientifique au Cameroun.

Lorsqu'on jette un regard rétrospectif sur la manière dont on écrit cette histoire, surtout l'histoire des faits relevant de la politique, l'on est surpris par le côté épars et squelettique de la bibliographie s'y rapportant. En dehors des textes des étrangers comme Gardnier, Victor T. Levine, Richard Joseph ou de nos aînés Chem-Langhèè Bongfen, Achille Mbembé, et Abel Eyinga dont la candidature à l'élection présidentielle lui avait valu une condamnation à vingt ans de prison⁵ et dont les livres étaient frappés d'interdiction, tout

⁵ Sur ce procès inédit, lire Eyinga (1978).

était en friche jusqu'à une époque très récente avec la sortie des livres comme celui de Thomas Deltombe, Manuel Domergue et Jacob Tatsitsa (Deltombe, 2011). Des pans entiers de notre histoire restent encore aujourd'hui inexplorés. Il faut dire en passant que ceux qui avaient osé, étaient en exil et bénéficiaient alors des privilèges de la liberté.

L'on se serait donc attendu que, avec le vent de liberté qui souffle sur notre continent et sur nos pays, alors qu'une très grande frange de la population se tourne vers le passé et manifeste une soif presque insatiable de connaissances, que les historiens camerounais saisissent la balle au bond en produisant des œuvres de haute facture sur notre passé. Ce n'est malheureusement pas le cas!

Cette carence est à la fois quantitative et qualitative. Sur le plan quantitatif, l'on a l'impression que les «années de plomb» ont laissée dans les consciences une telle marque que personne n'ose franchir la barrière de l'autocensure. Pour prendre seulement l'exemple de la réunification, cinquante ans après les indépendances, et ce, malgré l'existence de six départements d'histoire dans les sept universités d'État au Cameroun, aucune thèse n'a été soutenue sur ce sujet. Pour ce qui est des mémoires de master, le constat n'est guère plus reluisant. Notre département d'histoire de l'Université de Douala, en plus de vingt ans d'existence, n'a pu produire qu'un seul mémoire ayant trait à ce phénomène de la réunification (Makongo, 2012) et quelques mémoires ayant des liens plus ou moins directs avec l'histoire politique de la période sus-citée (Yomsi, 2012; Djoko, 2012; Nana, 2012; Fotso, 2007; Sadio, 2012; Olomo, 2010). On pourrait étendre cette étude aux autres universités d'État sans que les conclusions pour ce qui concerne les mémoires ne changent pour autant.

L'on aurait pensé que l'Université de Buéa qui est la ville capitale de l'ancienne «*British Southern Cameroons*» et qui par le plébiscite du 11 février 1961 avait décidé de rejoindre la partie française du Cameroun ferait mieux que son homologue de Yaoundé! Que non.⁶ En somme, et pour ce qui concerne l'histoire de la réunification comme l'histoire politique du Cameroun tout court, les études y afférentes produites par les universités camerounaises sont à la fois «rares et parcellaires» (Tchumtchoua, 2013: 99).

L'autre talon d'Achille de tous ces écrits se trouve au niveau de leur démarche méthodologique. En prenant toujours l'exemple de l'indépendance et de la réunification, la principale critique qu'on peut émettre à ce sujet, c'est le côté confiscatoire d'une très grande partie de ces écrits, trop marquée par des identités particulières (Cameroun oriental, *British Southern Cameroons*, anglophone, francophone...), éclipsant de ce fait les échanges qui ont eu lieu entre les deux identités politiques et surtout l'action des hommes politiques des deux bords qui ont souvent agi de concert afin de faire triompher le projet unitaire. Nous pensons pour l'occasion à Paul Soppo Priso, au Dr Bebey Eyidi ou à Paul Kemayou sans oublier des Upécistes comme Ruben Um Nyobé ou Félix Roland Moumié, etc.

Le prolongement de cette immersion des questions identitaires dans le débat a conduit certains auteurs à donner à ces événements, pourtant de portée nationale, des lectures tribalistes et régionalistes. La résultante de cette dérive, c'est que notre histoire politique, et principalement l'histoire de la réunification, est restée une «niche de paradoxes et de contradictions» (Tchumtchoua, 2013: 101-102).

Pour ce qui est des livres publiés par les universitaires camerounais et dont le sujet porte plus au moins sur ces problématiques, en dehors du livre du professeur Daniel Abwa sur lequel nous allons revenir (Abwa, 2010) la plupart des écrits qui existent sur le thème de

⁶ Nous sommes redevables ici à l'enquête menée sur le terrain par notre étudiant Charles Makongo et aux informations fournies par notre collègue du département d'Histoire de l'Université de Buéa, Joseph Nfi.

la réunification, sont souvent des monographies ou des témoignages dont la principale carence, est qu'ils manquent tous d'une mise en perspective, d'un regard global sur la lutte pour la réunification telle qu'elle s'est simultanément déroulée dans les deux entités politiques qu'étaient le Cameroun sous tutelle française et le Cameroun sous tutelle britannique. Le titre très accrocheur du dernier livre du professeur Victor Julius Ngoh (Ngoh, 2011) est à cet égard très édifiant. L'on se serait attendu au regard du titre et des bornes chronologiques choisis qu'il consacre une grande partie de son livre au combat pour l'indépendance et la réunification au Cameroun sous tutelle française et principalement au mouvement qui a pendant longtemps porté presque seul cette principale revendication, à savoir l'UPC. Sur ce point, on est vite déçu, car tout l'ouvrage met en scène presque exclusivement les acteurs du «*British Southern Cameroons*» et les responsables de l'autre partie du Cameroun ne sont convoqués qu'accessoirement. Pour ce qui est du combat de l'UPC, il ne lui consacre même pas une page entière. Le style descriptif et narratif de cet opuscule fait qu'il souffre par endroits d'un déficit d'analyse, transformant quelques fois le livre en un véritable réquisitoire anti-Foncha. La très grande focalisation du texte sur monsieur Foncha, dont la stratégie est qualifiée de «*double jeu*» ou encore de «*duplicité*» (Ibid: 17) oblitère l'analyse des facteurs sociopolitiques et culturels qui ont pu pousser la population de cette région à préférer dans sa très grande majorité la réunification avec le Cameroun français à l'intégration au Nigéria.⁷

Au-delà de ces critiques, il ressort à l'évidence qu'il n'existe pas une étude exhaustive de l'histoire de la réunification des deux Cameroun. Il importe donc cinquante ans après ces événements, de mettre à l'épreuve du débat cette tranche importante de notre histoire en commençant par le moment où il s'invite dans la trajectoire du mouvement nationaliste camerounais jusqu'au moment où réuni, le pays fait le deuil de la République fédérale. Il s'agit d'identifier dans le contexte des indépendances africaines, les moments ainsi que les trajectoires que prit cette quête pour la réunification ou le retour au Cameroun allemand. Si cette quête pour une histoire du phénomène de la réunification ne souffre d'aucune contestation, elle devrait s'arrimer sur de nouvelles problématiques avec pour ambition de dévoiler les mécanismes par lesquels les puissances occidentales (France, Angleterre, États-Unis) et les acteurs locaux sans exclusive se sont appropriés ce combat, les transactions complexes, bref, les luttes de pouvoir autour de cette revendication, les changements significatifs qu'a connu le pays depuis cette époque sans oublier ces nouvelles identités particulières qui remettent en cause le bilan et les significations de cet événement historique.

Peut-être par cet acte pouvons-nous éviter que ne perdure sur notre sol une forme de «*guerre des mémoires*»⁸, car une histoire aussi ébréchée, échançrée dans un contexte de contrôle mémoriel comme le nôtre ne peut déboucher que sur une forme de refoulé qui à la longue suscite sur un conflit mémoriel et c'est ce que nous vivons aujourd'hui derrière le problème anglophone.

Un conflit mémoriel derrière les armes et les revendications diverses

C'est une lapalissade que de dire qu'il existe autour de l'histoire de la réunification et du problème anglophone, plusieurs mémoires qui se juxtaposent et qui souvent se heurtent. Prenons seulement le cas des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest qui forment l'ancien «*British Southern Cameroons*», elles sont traversées par une véritable convulsion

⁷ Le résultat du plébiscite était de 233571 voix pour et 97741 voix contre.

⁸ Sur le concept de la guerre des mémoires, lire Stora (2011). Lire aussi *Cultures Sud* no 165 d'avril-juin 2007.

mémorielle consécutive à une sorte de crise d'identité que vivent les Camerounais originaires de cette région et qui pousse les uns et les autres à s'interroger sur le passé de la région, son identité et son destin collectif. Le groupe le plus visible est celui que l'on peut appeler les nostalgiques de la période coloniale anglaise. Pour eux, les peuples de la région avaient commis un acte de suicide collectif en se faisant «engloutir» (Ngoh, 2011: 26; Mbile, 2000) par les francophones. Ce groupe ne constitue pas un ensemble homogène, car il est aussi traversé par des divergences avec d'un côté la SCNC qui veut la sécession et l'indépendance de la région (Awason, 1998) et de l'autre, ceux qui réclament le retour à l'État fédéral à deux États (Che Tita, 1993), (Nyamnjoh, 2000: 315-316).

À côté de ces derniers, un autre groupe, se sentant exclu du processus ayant mené à la réunification, prétend que la région du Nord-Ouest est la principale bénéficiaire des retombées symboliques, politiques et pécuniaires de la réunification. Pour s'en convaincre, ces «déflatsés» de réunification, qui se recrutent tous dans la région du Sud-Ouest, postulent que les leaders du Nord-Ouest, pour avoir bonne presse auprès du président Ahidjo, n'hésitèrent pas à liguier ce dernier contre les élites politiques du Sud-Ouest. C'est la teneur des propos que l'on peut lire dans le *Cameroon Post* de novembre 1991:

«The South West Province has been the underdog of the North West Political giants who have since re-unification been at the forefront of Cameroon Politics... after the Fouban Conference, the political leaders who emerged from Southern Cameroons and became allied to Ahidjo were all North Westerners, who indoctrinated Ahidjo against South Westerners»⁹.

Le défi actuel consiste donc à corriger cette injustice historique pour que s'éteigne ce sentiment d'insatisfaction. Ce discours n'est pas partagé par une autre partie de l'élite de la région pour qui le «problème anglophone» est plus profond que cette présentation caricaturale. Selon ces derniers, les anglophones indifféremment de leur région d'origine (Nord-Ouest ou Sud-Ouest), sont aussi dans une certaine mesure architectes de leur propre marginalisation (Kah, 2012).

Pour faire à peu près complet, nous ajoutons à la liste ceux qui se désignent eux-mêmes comme la «11ème province»¹⁰ c'est-à-dire ceux des Camerounais natifs de la région dont ils partagent d'ailleurs la langue et la culture, mais dont les parents ou les grands-parents sont ou étaient originaires de la partie francophone du pays. Ces derniers vivraient à en croire Michael Yanou, un véritable «dilemme» né d'une part du rejet dont ils sont l'objet, coté anglophone, de la part des déçus de la réunification qui les considèrent aujourd'hui encore comme des «étrangers» et qui, au passage, les accusent, d'être les descendants d'une immigration (francophone) qui a favorisé le phagocytage des anglophones; et d'autre part, ce sentiment de «dilemme» est entretenu par les hésitations du pouvoir politique qui peine à leur donner une identité et à favoriser leur intégration dans un contexte où les notions d'autochtonie et «d'allogénie» constituent le soubassement des politiques identitaires tant à l'échelle nationale que locale.

Le prolongement de cette immersion des questions identitaires dans le débat lié à la réunification a donné lieu à un autre enjeu épistémologique qui rend compte de la dimension tribaliste et régionaliste que certaines personnes veulent donner à cet événement, pourtant de portée nationale. À ce propos, Daniel Abwa écrit fort justement:

⁹ Memorandum presented by the Fons, chiefs, Political leaders and people of former West Cameroon by a committee of Anglophone Elites resident in the Littoral Province in *Cameroon Post* (13-20 November 1991).

¹⁰ Lire à ce propos l'article du Dr Michael Yanou "Reunification and the Eleventh province dilemma in Cameroon" in *Cameroon Journal on Democracy and Human Rights*, Vol. 2, N.º, Dec. 2007.

«La deuxième rupture que connaît ainsi Endeley pour cause de tiédeur vis-à-vis de l'idée de sécession avec le Nigéria et de réunification avec le Cameroun français après celle de 1951, celle-ci (rupture de 1955 avec le départ de Foncha de ce parti pour fonder le KNDP), est définitive, car elle va prendre progressivement un caractère régional et ethnique. Désormais, d'après Neville Rubin, les Camerounais de la côte (KNC et KPP) s'opposent aux Camerounais des grassfields (KNDP); les côtiers contre les montagnards, le Sud contre le Nord» (Abwa, 2010: 345-346).

Abwa, même s'il convoque la thèse du professeur Chem pour atténuer le côté abrupt de cette assertion et pour nuancer l'analyse ainsi faite, il n'en demeure pas moins qu'il contribue peut-être sans le savoir à vulgariser la thèse qui a cours dans certains milieux, qui, devant les difficultés de notre vivre ensemble en tant qu'État bilingue et multiculturel, présente les ressortissants de l'actuel Nord-Ouest comme la source des malheurs des anglophones pour avoir fait campagne pour la réunification (Kah, 2012: 79; Nfi, 2000: 58-70).

Ce discours accusateur est nourri par la trop grande propension qu'ont certains auteurs à circonscrire tout le problème anglophone à de la réunification, au plébiscite et à la Conférence constitutionnelle de Fouban (Kah, 2012).

Une telle approche biaise à notre avis l'analyse et ne rend pas justice de la complexité des faits ou des enjeux qui sous-tendent l'action des hommes politiques. Nous pensons aux différentes rencontres qui se sont tenues à Nkongsamba, Tiko, Yaoundé pour ne citer que celles-là. Nous pensons aussi aux enjeux diplomatiques (guerre froide) qui font que la France et l'Angleterre ne souhaitaient et ne pouvaient pas entrer en conflit pour une question d'indépendance d'un territoire qui d'après les propres analyses des Anglais ne serait pas économiquement viable si on lui accordait l'indépendance (Ngoh, 2011: 5).

Parlant du plébiscite de 1961, il faut ajouter au dossier de l'accusation, la thèse de notre collègue Joseph Lon Nfi selon laquelle «the massive vote in favour of reunification in the Southern Cameroons plebiscite of 1961 was the product of French Camerounian manipulation and maneuvers» (Nfi, 2013: 66). Même si une mise en perspective des autres élections qui ont précédé ce plébiscite notamment les élections de janvier 1959, permet de relativiser les conclusions de cette étude, il n'en demeure pas moins vrai qu'elle est révélatrice d'une certaine mentalité dans les milieux anglophones qui au lieu de faire le procès de la dictature en vigueur chez nous cherche les boucs émissaires.

Malheureusement, la vérité historique est très éloignée de ces analyses sommaires. Pour preuve, en relisant par exemple uniquement les chiffres du plébiscite, l'on remarque que toute la région de Nkambé dans le Nord-Ouest vota à une forte majorité contre la réunification (Nfi, 2012: 67). Dans le même temps, au Sud-Ouest, et précisément à Kumba, qui était le fief électoral de Mbile, tout le district de Mbonge qui pour parler le langage convenu était peuplé presque exclusivement d'autochtones, vota à une très écrasante majorité (12827 voix contre 6105) pour la réunification (Nfi, 2012: 67).

Lorsqu'après le plébiscite, Endeley et Mbile se lancèrent dans un combat sans issue pour demander que les entités territoriales (villages et villes) qui avaient voté pour le rattachement au Nigéria soient autorisées à faire sécession pour rejoindre le pays de leur choix, il se trouva 11 chefs et 13 notables Bakweri pour s'opposer à ces idées et demander que le pays déjà balkanisé ne le soit pas davantage (Nfi, 2012: 67). Terminons cette recension des faits dénotant d'une pluralité mémorielle et d'un foisonnement de contradictions au sujet de la réunification en évoquant les cas, d'une part de Mamfé, ville adossée sur la frontière nigériane qui a paradoxalement voté en faveur de la réunification et d'autre part du «fon» de Nso qui, bien qu'originaire de la région de Bamenda, fit campagne contre la réunification avant d'être désavoué dans les urnes par sa population (Nfi, 2012: 67).

Du côté francophone, l'image n'est guère reluisante. Des lignes de clivages existent et s'entremêlent dans un choc presque indescriptible.

Je commence par la mémoire upéciste. Ces derniers revendiquent souvent à raison d'être les principaux porteurs et mêmes artisans du combat pour la réunification. La littérature upéciste sur cet événement ne fait pas dans la dentelle (Eyinga, 1991: 102-109; Louka, 1994; Bakang, 2007; Ngapeth, 2009). La crise au Cameroun et l'absence de mémoire qui va avec, résulteraient selon eux, de ce que les manigances françaises de 1955 avec l'interdiction de l'UPC avaient vidé subitement la scène politique camerounaise, l'abandonnant à des «pan-tins» qui n'avaient jamais pensé l'indépendance ou la réunification et qui se trouvaient par la volonté des Français happés par un tourbillon dont ils ne maîtrisaient guère la force. Ils en étaient venus, bon gré et mal gré à constituer le corps politique d'un espace qui n'était pas le leur et pour lequel ils n'avaient aucun sentiment sinon celui de la vanité de leurs actes. Beaucoup de personnes dans ce milieu voient dans les revendications anglophones et surtout le désir de sécession une attaque contre leur héritage.

Évoquons en passant la mémoire des ahidjoistes (Gaillard, 1999; Zang, 1989) pour qui le premier président est non seulement le père de la nation, mais aussi la figure même du démiurge organisant tout, structurant tout pour le «bonheur» des Camerounais. À ce propos, Zang Atangana écrit:

«Il fallait un chef capable de rassembler autour d'un idéal commun tous ces citoyens qui, en moins de quinze ans, ont été partagés en une centaine de familles spirituelles; un chef qui fut capable de montrer aux autres nations que les Camerounais étaient capables d'offrir autre chose qu'un spectacle de luttes, de sang et de désolation! Un chef qui par son rayonnement personnel, put s'imposer à tous...» (Ibid, Tome 2, pp. 12-13).

Cette mystique du chef providentiel, empruntée sans vergogne à l'ogre nazi accoucha ce que Pascal Ndjock et nous avons appelé «*le refoulé colonial*» (Tchumtchoua, 2013: 358-377) c'est-à-dire une histoire officielle fabriquée, sans continuité de temps, mais qui n'arriva jamais à supplanter et à effacer l'histoire telle que vécue par les gens. Ces derniers, pour ne pas subir les foudres de la répression la refoula au plus profond de leur mémoire. Le pouvoir politique actuel, issu du même moule idéologique.

On peut inclure dans le même registre les hérauts du pouvoir actuel qui gardant la mystique du chef omniscient, ont disserté pendant des mois sur la différence entre problème anglophone et la question anglophone pendant que des hommes et des femmes mourraient et des maisons allient en fumée.

En somme, la résultante de cette niche de paradoxes et de contradiction invite à un réexamen des conclusions jusqu'ici admises et des grilles d'analyses en vogue jusqu'à présent. En fait, la vérité se situe à l'opposé d'une vision simpliste et manichéenne et se révèle une étonnante complexité en ce qui concerne ce qui se serait réellement passé. Derrière les cris d'une partie du peuple camerounais qui refusent de vivre comme des citoyens de seconde zone et qui souvent maladroitement utilisent l'histoire pour fonder son argumentation, il importe pour les historiens de métier de revenir de façon plus approfondie sur cette question afin de proposer d'autres perspectives à notre métier et de laisser aux entrepreneurs politiques un narratif plus exact. Une telle démarche permettrait de sortir de l'obscurité née du conflit mémoriel pour orienter les gens vers le centre des enjeux à savoir le procès d'un État postcolonial qui est devenu un instrument de notre mise en servitude. Seules l'histoire et même une histoire croisée permettraient de sérier entre la légende et le fait historique. À ce niveau, il me plaît à titre d'exemple de revisiter deux sujets sur lesquels il n'y a aucun consensus, mais qui sert de fonds de

résonnance à des revendications les plus diverses. Ce faisant, nous sommes conscients que pour beaucoup l'histoire ne sert qu'alibi.

Pour sortir des sentiers battus et de l'enchevêtrement des mémoires

I. L'impérieuse nécessité d'une autopsie de l'État fédéral et de l'État postcolonial

L'impasse «*autour de la question anglophone*» a amené certaines personnes à proposer le retour à l'État fédéral comme solution à ce problème. Auréolé de toutes les vertus et présenté comme la solution idoine à toutes les frustrations que sont censés connaître les anglophones, le système fédéral à deux États tels que nous avons connu au Cameroun de 1961 à 1972 resurgit, rajeuni de son musée pour être exhibé comme «la solution» (Che Tita, 1993; Konings et Nyamnjoh, 2000: 315-316). Pour ne pas nous tromper de «solution», il urge pour les historiens de faire une certaine autopsie du régime fédéral à deux États que nous avons vécus pour analyser la pertinence de ces revendications et pour leur donner «sens», disons.

D'emblée à la suite du professeur Daniel Abwa que l'engagement de Ahidjo pour la réunification a été «*plus un choix tactique qu'une conviction sincère*» (Che Tita, 1993; Konings et Nyamnjoh, 2000: 315-316). Il avait vite compris tout le profit qu'il pouvait tirer de cette entreprise, à savoir, «*couper l'herbe aux pieds de l'UPC*» (Ibid), et surtout utiliser cette quête et les structures issues de cette lutte comme instrument de consolidation de son pouvoir hégémonique (Konings et Nyamnjoh, 2000: 315-316). C'est à la lumière de cette volonté d'un pouvoir hégémonique qu'il faut comprendre et analyser le système fédéral de monsieur Ahidjo, car il s'agit d'un État dit fédéral dans un système présidentiel fort, doublé d'un parti unique. Voici seulement à titre d'exemple quelques incongruités de ce système.

- C'est le président fédéral qui nomme les Premiers ministres des États fédérés¹¹;
- La constitution donne la quasi-totalité des compétences au pouvoir fédéral et aucune propre aux États fédérés, si ce n'est des compétences résiduelles et à titre transitoire (Louka, 1994: 26).

L'article 6, alinéa 3 de la constitution de 1961 est à cet égard très éclairant. Il dispose que:

«Selon le cas, les autorités exécutives ou législatives des États fédérés cesseront d'être compétentes en toutes ces matières lorsque les autorités fédérales s'en seront saisies»
(Ibid., p. 28).

En somme, il suffit que pour un cas même mineur, le pouvoir fédéral se dise compétent pour que les autorités de l'État fédéré s'en dessaisissent immédiatement.

Cette constitution ne prévoit aucune ressource propre pour les États fédérés.

L'autre incongruité de ce système et qui montre à suffisance que le pouvoir avait une compréhension très particulière du système fédéral, c'est la création, dès 1961 de régions administratives dirigées par des inspecteurs fédéraux.¹² Ainsi, le pays fut-il divisé en 6 régions administratives à la tête desquelles étaient nommés par décret présidentiel, des inspecteurs fédéraux. Le Cameroun occidental, État fédéral ayant à sa tête un Premier ministre élu, devient par ce décret une région administrative dirigée par un inspecteur fédéral qui recevait ses ordres directement du Président de la République fédérale à qui

¹¹ L'article 39 de la constitution dit: «Le président de la République fédérale désigne dans chaque État fédéré le Premier ministre qui doit recevoir l'investiture de l'Assemblée législative de l'État fédéré à la majorité simple», in Bayart (1919: 125).

¹² Décret présidentiel n.º 61/DF/15 du 20 octobre 1961, in JOC octobre 1961.

il rendait compte. À l'analyse, nous avons ici à faire à un système centralisé qui utilise le verni fédéral pour donner le change et contenter un peu les anglophones.

Une analyse, même superficielle, de la trajectoire historique du vécu de l'État fédéral corrobore nos analyses et nos conclusions. En effet, non content d'avoir mis sur pied une constitution centralisée sous le couvert du fédéralisme, Ahidjo s'évertua par des révisions constitutionnelles organisées à dessein à vider le texte de 1961 de toute substance fédérale. Ainsi, ayant décidé en 1967 de mettre sur orbite Salomon Tandeng Muna, il le nomma Premier ministre du Cameroun occidental «*sans guère de consultations préalables et contre toutes les attentes d'une grande partie des Camerounais occidentaux*» (Bayart, 1979: 125). Il s'agissait d'un véritable coup d'État puisque la pratique voulait que le nouveau Premier ministre après sa nomination reçoive l'investiture du parlement à Buéa. Ahidjo et Muna sachant qu'ils étaient minoritaires refusèrent de passer par ce processus.

La modification constitutionnelle de novembre 1969 donna un verni de droit à ce coup de force en supprimant l'investiture par le parlement de l'État fédéré. En effet par cette révision constitutionnelle, le président fédéral nomme désormais le Premier ministre des États fédérés sans l'avis et l'investiture du parlement de l'État en question comme il était prévu dans la constitution de 1961 (Ibid). En somme, l'on pouvait être Premier ministre de l'État fédéral contre l'avis du parlement de l'État fédéré. Après avoir phagocyté tous les autres partis dans le parti unique, Ahidjo pouvait ainsi écarter celui qui l'avait fait «roi» et qui lui faisait ombrage, à savoir John Ngu Foncha. Le chemin étant ainsi balisé, il nomma son protégé Salomon Tandem Muna, Premier ministre du Cameroun occidental. En 1970, il continua dans cette direction en modifiant une fois de plus, la constitution pour permettre à monsieur Muna de cumuler les postes de Premier ministre du Cameroun occidental et de vice-président fédéral (Ibid, p. 127).

La réforme constitutionnelle de 1972 qui mit fin à la République fédérale n'était donc venue que pour mettre un terme à l'agonie d'un système fédéral moribond, transformé en coquille vide par monsieur Ahidjo avec la complicité des leaders politiques. L'on comprend qu'après le requiem que constituait le 20 mai 1972, il ne se trouva presque personne pour regretter la disparition de la fédération.

En somme, si un État fédéral devait être mis en place au Cameroun, il serait à reconstruire et à réinventer plutôt qu'à faire une marche en arrière.

2. Une nouvelle lecture des acteurs pour en finir avec des procès d'intention à rebours

Dans son poème intitulé «*Questions que pose un ouvrier qui lit*», Bertold Brecht écrit:

*«Qui a construit Thèbes aux sept portes?
Dans les livres, on donne les noms des rois.
Les rois ont-ils trainé les blocs de pierre?
Quand la muraille de Chine fut terminée, où allèrent ce soir les maçons?
Rome la grande est pleine d'Arcs de Triomphe. Qui les érigea?
Le jeune Alexandre conquiert les Indes. Tout seul?»¹³*

Ce poème traduit à suffisance à la fois notre conception de l'histoire et les limites d'une histoire essentiellement axée sur des personnes éminentes présentées comme des acteurs comme si les autres étaient des spectateurs. Une telle écriture ébréchée de l'histoire débouche dans beaucoup de cas comme celui de la réunification, sur des paradoxes. À titre purement illustratif, prenons le cas de Charles Okala. Lorsque le 17 décembre 1952,

¹³ Texte français de Maurice Regnaut, cité par Kaplow (1974: 12).

le secrétaire général de l'UPC prend la parole devant la quatrième commission pour revendiquer au nom des Camerounais l'indépendance et la réunification du pays, le pouvoir français envoie Charles Okala lui porter la contradiction. Devant cette commission il affirme

«Pour ce qui est de la réunification des deux Cameroun, on peut dire qu'il n'y a pas de volonté de communauté entre les masses du Cameroun sous tutelle française et du Cameroun sous tutelle britannique. En doctrine, c'est évidemment un problème qui doit se poser un jour. Dans les faits, c'est un problème qui n'est pas actuellement posé et qui n'agit, à notre avis, qu'un certain nombre de personnages politiques en quête de thèmes idéologiques de propagande» (Eyinga, 1991: 72-73).

Par ironie de l'histoire, c'est le même homme qui fut appelé moins de 8 ans après, cette fois-ci, en tant que ministre des affaires étrangères de la République du Cameroun, à défendre les mêmes instances onusiennes, les revendications du Cameroun en vue d'un comptage global des voix à l'issue du plébiscite du 11 février 1961. L'on dirait quel revirement de position!

Si on s'arrêtait seulement sur ce personnage, l'on oublierait les conditions de l'émergence de son discours, l'on oublierait qu'il était représentatif de la quasi-totalité de la classe politique officielle au Cameroun sous tutelle française et surtout, de ceux qui prendront le pouvoir après le départ des Français. En dehors de l'UPC, aucun parti, aucun leader de cette partie du Cameroun n'avait fait de l'indépendance encore moins de la réunification son programme politique. Il faudra attendre février 1958 pour que le Haut-Commissaire Paul Ramadier reconnaisse pour la première fois la légitimité de l'indépendance et de la réunification; que comme des perroquets au service de leur maître et sans regret aucun pour les balivernes passées, ils reprennent en cœur cette revendication en la vidant de son contenu (Ibid, pp. 33-100).

Et lorsqu'à la suite de leurs maîtres, ils changent d'avis, ils n'y vont pas en courant. D'ailleurs, lorsqu'en 1959, Foncha sollicite de monsieur Ahidjo une aide en vue de financer sa campagne électorale, il n'obtient aucun sou. Seul Paul Soppo Priso vint à son secours. Il finança sa campagne et son journal, *The Camerons Times* (Bayart, 1979: 93). Cet exemple est révélateur du peu d'intérêt qu'Ahidjo accordait alors à la cause de la réunification. Certes les circonstances vont changer à partir de 1960 et l'amener à être l'un des «organisateurs de la réunification» comme l'écrit Daniel Abwa (Abwa, 2010: 384).

Si ce qualificatif sied bien à Ahidjo, nous pensons que, pour ce qui concerne John Ngu Foncha, il est très excessif et participe de la littérature très récente qui s'évertue à l'adjoindre au passif du régime Ahidjo qu'on pointe du doigt comme étant à l'origine de la «marginalisation» de l'ancien Cameroun sous tutelle britannique et du «problème anglophone» (Awason, 1998; Ngoh, 2004; Che Tita, 1993; Nkwi, 2000; Fandio, 2007)¹⁴. Dans cette littérature qui résume les frustrations et le mal-être d'une partie de l'élite anglophone dans un Cameroun post réunification, Foncha, pour avoir encouragé les Camerounais du «*British Southern Cameroons*» à adhérer à l'idée de la réunification, représente l'homme par qui «*le malheur*» est arrivé. Qu'une élite d'une région en prise à des convulsions politiques, économiques et mémorielles, en vienne à trouver en Foncha le

¹⁴ Sur ses questions de la «marginalisation des anglophones» ou du «problème anglophone» lire: Piet Konings et Francis Nyamboh «the Anglophone problem in Cameroon» in *The Journal of Modern African studies* (1997, pp. 208-229); Victor Julius Ngoh, «The origin of the Marginalization of the former Southern Cameroonians (Anglophones) 1961-1966: A historical analysis», *Journal of the Third World Studies* (1999); Chem-Langhèè Bongfem, «The Anglophone-Francophone: Divide and political Disintegration: A Psycho-historical Perspective» in *Regional Balance and National Integration in Cameroon: Lessons Learnt and The uncertain future*, Leiden (1995, pp. 88-99); James Kam Kah «The Anglophone problem in Cameroon: The North West/South West Dichotomy from 1961-1996» *Cameroon Journal on Democracy and Human Rights*, Vol 6, N.º 1, June 2012; Mbile (2000).

bouc émissaire idéal, cela peut se justifier, mais que des historiens qui doivent à notre avis avoir du recul et surtout un culte des faits et de croisements des sources, s'engouffrent tête baissée et sans esprit critique dans cette brèche, nous trouble quelque peu.

À notre avis, son long parcours de militant de la réunification dans des conditions pas toujours favorables suffit à lui seul pour nuancer tous ces jugements péremptoirs. Dès 1951, ce directeur d'école catholique à Bamenda s'engagea dans la politique en se faisant élire à l'«*Eastern Nigeria House of Assembly*».¹⁵ Il participa la même année à la rencontre de Kumba qui regroupait en plus de l'UPC, les principaux partis du Cameroun britannique en vue de discuter de la réunification des deux Cameroun¹⁶. En 1953, et ce, malgré quelques hésitations, il adhéra au groupe dit des «réunificationnistes» c'est-à-dire ceux qui souhaitaient la réunification des deux Cameroun (Chem-Langhëë, 1984: 147-163). Il prendra d'ailleurs la tête de ce mouvement quelque temps après. En 1955, lorsque Endeley abandonna cette option dans son programme politique, il rompit avec le KNC (Kamerun National Congress) pour créer le KNDP (Kamerun National Democratic Party) (Chem-Langhëë, 1984: 147-163). Souvent sans grands moyens (puisqu'il fut obligé de quémander des soutiens financiers auprès des élites du Cameroun sous tutelle française comme Paul Soppo Priso), il engagea le combat pour la réunification. À la même période, il créa avec Moumié qu'il hébergea à Bamenda, le Comité pour l'unification du Cameroun dont il était le secrétaire général (Eyinga, 1991: 121). Un opportuniste se serait-il lié avec un mouvement qui n'était pas en odeur de sainteté ni auprès de l'administration française ni auprès de son homologue de l'autre côté du Moungo?

C'est sur le thème de la réunification des deux Cameroun qu'il gagna les élections de 1959. Si certains auteurs (Ngoh, 2011: 14) insistent sur la différence de sièges entre lui et ses adversaires (24 contre 22) pour démontrer que son option n'était pas très populaire, ils omettent volontairement d'indiquer qu'il récolta plus de 55 % des votes populaires¹⁷. Preuve évidente qu'il avait réussi à creuser son sillon et à faire émerger son option comme enjeu populaire dans cette région. Il engagea une fois élu et sans pression aucune, et contre la volonté de la puissance tutrice, des négociations avec le pouvoir politique au Cameroun sous tutelle française (qui lui-même n'était pas très favorable à cette option) en vue de la réunification des deux entités politiques.

Est cela le travail d'un simple héritier? D'un simple organisateur? Il nous faut rendre justice à ce combat et lui trouver d'autres qualificatifs plus significatifs qui auraient le mérite de refléter son combat tant dans la région qu'à Londres ou à New York aux Nations Unies. Qu'il n'ait pas su négocier avec Ahidjo est une chose. Qu'il lui ait fait beaucoup de concessions en est une autre, mais le considérer comme quelqu'un d'obsédé par ses intérêts personnels, qui pour un poste de vice-président se serait fait acheter la conscience comme l'écrivent certains (Ngoh, 2001: 159-164), est à notre avis un raccourci trop abrupt qu'il ne faut pas emprunter sans analyse et sans une densité critique de faits nouveaux. Ainsi, de 1951 à 1961, contre vents et marées, et souvent au risque de sa vie, John Ngu Foncha aurait combattu seulement pour des intérêts personnels? C'est à notre avis trop simple et même simpliste. Les questions que l'on se pose sont les suivantes: Foncha, Premier ministre et chef du parti majoritaire à la chambre des députés du «*British Southern Cameroon*» avait-il besoin de se faire acheter pour un poste de Vice-président? Qui méritait mieux que lui ce poste? Ahidjo pouvait-il former son gouvernement sans lui? Et le plébiscite alors? Les plus de 70 % qui votèrent pour la réunification des deux Cameroun étaient-ils tous corrompu?

¹⁵ République Unie du Cameroun (non indiquée, p. 78). Tribute to Dr John Ngu Foncha (1916-1999), publié par quelques élites du Nord-Ouest.

¹⁶ Témoignage de Kingue Etouké Samuel, 73 ans, Upéciste, Bonabéri-Douala, février 2013.

¹⁷ Lire à cet effet Makongo (2012).

Une réponse sérieuse à ces questions nous conduit à quitter les lieux communs pour aborder avec beaucoup de nuances toutes ces aspérités de notre passé sur lesquelles le débat n'est pas encore ouvert.

D'ailleurs pour ajouter une autre pièce à ce dossier très complexe, il faut souligner ici la réaction très virulente du professeur Verkijika G. Fanso sur le livre du Julius Victor Ngoh qu'il qualifie de «distorsions de l'histoire du Cameroun» (Fanso, 2011)? Il juge d'ailleurs ses déclarations sur Foncha ou sur la conférence de Foumban comme manquant de «crédibilité» ou «sujettes à caution». Aussi met-il les étudiants en garde contre une écriture de l'histoire «qui pourrait se révéler être une histoire diffamatoire ou un chantage qui viserait à nuire à la bonne réputation d'une tierce personne de manière injuste» (Fanso, 2011). À notre avis, cette trop grande polarisation autour de Foncha ou d'Ahidjo appauvrit ce débat et ne rend pas compte de la complexité des faits et de la variété des intervenants dans ce processus historique. Considérons seulement le cadre du «British Southern Cameroons», comment éluder l'action des mouvements des jeunes comme la «*Kamerun Society*», la «*National Union of Kamerun Students (NUCKS)*», ou la «*Pan-Kamerun Students Conferences*»? Je ne parle pas de ce que Henry Kah appelle les «*considérations socioculturelles et économiques*» (Henry, 2004: 116) du mouvement de la réunification qui font que Foncha était plus proche parent d'une grande partie de la population des Bamoutos avec qui il partageait une communauté de langue et qu'un rattachement au Nigéria aurait été pour lui comme couper le cordon ombilical qui le liait à ses frères. On pourrait inscrire dans ce registre les Bakossi et les Mbô sans oublier les gens de Fontem et ceux de la Menoua. *Quid* des Balong et des Mongo.

Nous ne parlerons pas de l'attitude de l'Angleterre qui par une étude biaisée avait fait croire à Foncha et à quelques personnes qu'une indépendance de cette partie du pays n'était pas économiquement viable (Ngoh, 2011: 4-5). Ils n'avaient donc que deux alternatives: le Nigéria ou le Cameroun. Nous ne parlerons pas enfin des attitudes des autres protagonistes de la scène politique de cette partie du pays comme Endeley qui négociait en sourdine avec Ahidjo afin de fragiliser Foncha. En somme, il y a autour de ce qui s'est réellement passé beaucoup de nuages et de points sombres pour se contenter des affirmations lapidaires et sentencieuses.

Conclusion

L'histoire en tant que champ de connaissance qui postule à la vérité ne s'est pas encore déployée au Cameroun dans toute son ampleur. La faute à un pouvoir oppressif mis en place à la suite des indépendances et qui a confisqué à son seul profit le discours public et la production de l'histoire.

L'asymétrie des relations entre les deux Cameroun ainsi que la nature du pouvoir politique mis en place après les indépendances ont conduit à une sorte de «refoulé colonial» qui aujourd'hui resurgit en thème de convulsions mémorielles, de guerre de mémoires. Le problème anglophone a aussi une dimension mémorielle.

Comme le dit si bien Gerard Noiriel, «toute histoire s'inscrit toujours au présent, à partir d'un point de vue particulier, en fonction duquel le monde étudié acquiert sa cohérence»¹⁸. La réflexion historique actuelle au Cameroun pour faire sens ne devait tourner le dos à toutes interrogations et ces conflits. Un regard croisé et biculturel peut à notre avis contribuer à trouver des solutions aux problèmes mémoriels, laissant aux hommes politiques le reste du fardeau.

¹⁸ Noiriel (2005: 12).

Références bibliographiques

- Abwa, Daniel (2010), *Cameroon: Histoire d'un nationalisme: 1884-1961*, Yaoundé, Clé.
- Afrika Zamani, *Revue D'Histoire africaine* (1984), N.º 14 et 15, Yaoundé, Juin 1984, pp. 147-163.
- Awasom, Nicodemus F. (1998), "Colonial Background to the development of Autonomist Tendencies in Anglophone Cameroon 1946-1961", *Journal of Third World Studies*, N.º 1, Vol XV, pp. 163-183.
- Baboké, Oswald (année de publication non indiquée), *La lettre de la réunification au peuple camerounais. Historique du cinquantenaire 1961*, Yaoundé: Martin Belinga Eboutou éditeur.
- Bakang Ba, Tonjé (2007), *Sur le chemin de l'émancipation nationale: le Kamerun, l'indépendance réelle d'abord*, Douala, édition Kunde.
- Bayart, Jean-François (1979), *L'État au Cameroun*. Paris: Presses de la fondation des Sciences Politiques.
- Biya, Paul (1986), "Cameroon: Challenges Ahead for Biya", Directorate of Intelligence, 3 february, pp. 251-252.
- Blanchard, Pascal; Bancel, Nicolas et Lemaire, Sandrine (2005), *La fracture coloniale: La société française au prisme de l'héritage colonial*. Paris: La découverte.
- Cameroon Journal on Democracy and human Rights* (2012), Vol. 6, N.º 1, June 2012, pp. 58-70.
- _____ (2007), Vol. 2, N.º, Dec 2007.
- Cameroon Post* (13-20 November 1991), "Beyond Elitism (Including a Reply to Tande Dibussi)".
- Chem-Langhëë, Bongfen (2004), *The paradoxes of self-determination in the Cameroons under the United Kingdom administration. The search of identity, well-being and continuity*, Lanham, New York, Toronto: Oxford University Press of America.
- _____ (1984) «Southern Cameroon Traditional Authorities and Nationalist Movement 1953-1961», *Afrika Zamani* (Juin 1984, pp. 147-163).
- _____ (1976), *The Kamerun plebiscites 1959-1961: perceptions and strategies*, Ph. D Dissertation, University of British Columbia.
- Che Tita, Julius (1993), *A time of hope: Anglophones on the Anglophone problem*, Limbe: Nooremac Press.
- Chiabi, Emmanuel (1997), *The making of modern Cameroon. A History of Substate nationalism and disparate union, 1914-1961*, Lanham, New York, Toronto: Oxford University Press of America.
- Deltombe, Thomas, Domergue, Manuel et Tatsitsa, Jacob (2011), *Kamerun! Une guerre cachée à l'origine de la Françafrique (1948-1971)*. Paris: La Découverte.
- Djoko, Guy (2012), Kame Samuel: homme politique et idéologue du parti unique, mémoire de master, Université de Douala.
- Dosse, François (2000), *L'histoire*. Paris: Armand Colin.
- Dze-Ngwa, Willibroad (1997), "The Anglophone Problem in Cameroon: A Historical Perspective, 1916-1995". MA Dissertation in History, University of Yaoundé I.
- Ebune, Joseph B. (1992), *The growth of the political parties in Southern Cameroons*, Yaoundé: CEPER.
- Eyinga, Abel (1991), *L'UPC. Une révolution manquée*. Paris: Editions Chaka.
- _____ (1978), *Mandat d'arrêt pour cause d'élections. De la démocratie au Cameroun 1970-1978*. Paris: L'Harmattan.
- Faculté des Lettres et Sciences Humaines (2013), *Actes du colloque des Cinquantenaires: la réunification des deux Cameroun (13 et 14 février 2013)*, Douala: Université de Douala (édit).
- Fanso, Verkijika. G. (2011), «Mot de remerciement et d'au revoir», prononcé le 29 juillet 2011 à l'Université de Yaoundé I à l'occasion de son départ à la retraite.
- Fandio, Pierre and Mongi, Madini (dir.) (2007), *Actors of History and artistic creativity in Cameroon*. Paris: L'Harmattan.
- Fotso, Kamdem Ghislain (2007), Le docteur Mathieu Tagny: leader nationaliste et premier maire élu de la commune de Bafoussam, mémoire de maîtrise, Université de Douala.

- Gaillard, Philippe (1999), *Ahmadou Ahidjo, Patriote et despote, bâtisseur de l'État camerounais*. Paris: coll. JALIVRES.
- Johnson, Willard R. (1970), *The Cameroon Federation: Political Integration in a Fragmentary Society*, Princeton: Princeton University Press.
- Journal of Applied Social Sciences* (2004a), University of Buea, Vol. 4, N.º 2.
- _____ (2004b), University of Buea, Vol. 4, N.º 2, p. 116.
- Journal of Third World Studies* (1988), N.º 1, Vol. XV.
- Kah, Henry (June 2012), "The Anglophone problem in Cameroon: The North West/South West Dichotomy from 1961-1996", *Cameroon Journal on Democracy and Human Rights*, Vol. 6, N.º 1.
- _____ (2004), "The Reunification Movement in Cameroon 1948-61: Socio-Cultural and Economic Considerations", *Journal of Applied Social Sciences*.
- Kaplow, Jerry (1974), *Les noms des rois. Les pauvres de Paris à la veille de la révolution*. Paris: Maspero.
- Ki-Zerbo, Joseph (1978), *Histoire de l'Afrique noire. D'hier à demain*. Paris: Hatier.
- Kofele-Kale, Ndiva (1980), *An African experiment implantation-Building: the Bilingual Cameroon Republic since Reunification*, Boulder Colorado: Westview Press.
- Konings, Piet and Nyamnjoh, Francis. B. (2000), "Construction and deconstruction: Anglophones or autochthones?", in Paul Nchoji Nkwi (2015), "The Anthropology of Africa: Challenges for the 21st Century", Langaa RPCIG.
- Le Goff, Jacques (1988), *Histoire et mémoire*. Paris: Éditions Gallimard.
- Louka, Basile (1994), *Crise de l'État au Kameroun: les enjeux du fédéralisme*, Yaoundé, éditeur non mentionné.
- Mamadou, Diouf (1999), *L'historiographie indienne en débat. Colonialisme, nationalisme et sociétés postcoloniales*. Paris: Karthala.
- Mbembe, Achille (1996), *La naissance du maquis dans le Sud-Cameroun (1920-1960). Histoire des usages de la raison en colonie*. Paris: Karthala.
- Mbile, N. Nerius (2000), *Cameroon Political Story: Memories of an Authentic Eye Witness*, Limbe: Pessbook.
- Mbozo'o, Samuel Efoa (2013), «La question de la réunification du Cameroun aux Nations-Unies (1946-1961)», *Université de Douala*.
- Messmer, Pierre (1998), *Les Blancs s'en vont*. Paris: Albin Michel.
- Nana, Ferdinand Marcial (2012), *Chefs traditionnels et rébellion armée à l'Ouest Cameroun, le cas de l'arrondissement de Bangou, 1948-1961, mémoire de master*, Université de Douala.
- Nkwi, Paul Nchoji (dir.) (2000), *The Anthropology of Africa: Challenges for the 21st century*, New York: Werner-Gren Foundation.
- Nfi, Joseph Lon (2013) "French Cameroons immigrants and Southern Cameroons 1961 plebiscite" colloque des cinquantenaires.
- _____ (2012), "In Cameroun journal on Democracy and human Rights", Vol. 6, N.º 1.
- _____ (2000), "Ethnic tensions during the 1961 plebiscite and Reunification in the Southern Cameroons", In *Cameroon journal on Democracy and Human Rights*, Vol. 6, N.º 1, June 2012, pp. 58-70.
- Ngapeth, Biyong (2009), *Cameroun. Combats pour l'indépendance*. Paris: L'Harmattan.
- Ngoh, Victor Julius (2011), *Les dessous de la Réunification du Cameroun de 1955 à 1961*, Limbé: Pressprint.
- _____ (dir.) (2004), *Cameroon: From a Federal to a unitary State 1961-1972*, Limbe: Design House.
- _____ (2001), *Southern Cameroons, 1922-1961: a constitutional history*, Ashgate Publishing Company.
- _____ (1996), *History of Cameroon since 1800*, Limbe: Presbook.
- Noiriel, Gerard (2005), *Sur la «crise» de l'histoire*. Paris: Gallimard.
- _____ (1998), *Qu'est-ce que l'histoire contemporaine?* Paris: Hachette.

- Notre librairie: Revue des Littératures d'Afrique, des Caraïbes et de l'océan Indien: Cultures Sud (2007), "Retours sur la question coloniale", n.º 165, d'avril-juin 2007.
- Olomo, Manga Jocelyn (2010), Le phénomène des divisions dans l'Union des Populations du Cameroun (UPC) 1955-2002, mémoire de master, Université de Douala.
- Politique Africaine* (Mars 1990), n.º 37, "Le Cameroun après la mort d'Ahmadou Ahidjo", Achille Mbembe, pp. 117-122.
- République Unie du Cameroun (Date non indiquée), *Livre d'or de l'Assemblée nationale*, Douala: Éditions CDM.
- Rocher, Guy (1972), *Introduction à la sociologie générale, Tome 3 le Changement social*. Paris: Éditions HMH.
- Sabelli, Fabrizio (1993), *Recherche anthropologique et développement*, Éditions de l'institut d'ethnologie, Neuchâtel.
- Sadio, Vincent Rodrigue (2012), Monographie historique de la direction centrale de Bamendjo, 1955-1968, mémoire de master, Université de Douala.
- Stora, Benjamin (2011), *la guerre des mémoires. La France face à son passé colonial*. Paris: Éditions de l'aube.
- Tchumtchoua, Emmanuel (2013), "La réunification dans l'historiographie camerounaise", *Université de Douala*.
- _____ (2006), *De la JEUCAFRA à l'UPC. L'éclosion du nationalisme camerounais*. Yaoundé: CLE.
- Tchumtchoua, Emmanuel et Pascal, Ndjock (2013), in «le retour du refoulé colonial à l'échelle nationale: Enjeux historiques et mémoriels des cinquantenaires», Université de Douala.
- The Journal of Modern African Studies* (June 1997), Vol. 35, ISSUE 2, "The Anglophone Problem in Cameroon", Piet Konings and Francis Nyamnjoh, Cambridge University Press, pp. 207-229.
- Um Nyobe, Ruben (1884), *Le problème national camerounais*. Paris: L'Harmattan.
- Yanou, Michael (Dec. 2007), "Reunification and the Eleventh province dilemma in Cameroon", in *Cameroon Journal on Democracy and Human Rights*, Vol. 2.
- Yomsi Puhe, Luc (2012), Les femmes dans la vie politique en Sanaga Maritime, 1948-1966, mémoire de master, Université de Douala.
- Zang-Atangana, Joseph-Marie (1989), *Les forces politiques au Cameroun réuni*, tome 1, 2. Paris: L'Harmattan.